



Dossier / Travail

MICHEL GODET

« Cheveux gris et croissance molle »

Economiste visionnaire pour les uns, grand inquisiteur dérangeant pour les autres, « libéral parce que social » (donc inclassable), ce spécialiste des questions liées à l'emploi, à la prospective et à la démographie se penche ici sur le cas France. Sans concession, comme dans ses livres où il fustige l'exclusion des jeunes, le chômage de masse ou les exceptions françaises. Membre de l'Académie des technologies et créateur du Cercle des entrepreneurs du futur, il sera l'un des intervenants des Etats généraux de l'emploi, une série de conférences-débats organisées par le groupe Express à l'occasion du Salon du travail et de la mobilité professionnelle.

Propos recueillis par **Christine Kerdellant**

Le chômage a augmenté de 5 % en un an alors que la politique volontariste de François Hollande devait retourner la tendance... Pourquoi la réalité s'obstine-t-elle à contrecarrer sa volonté ?

↳ Ce ne sont pas les hommes politiques qui font la croissance et l'emploi... sauf l'emploi public, bien sûr, qui, lorsqu'il augmente, creuse le déficit public. J'ai annoncé dès les années 1990 qu'après les Trente Glorieuses, où nous étions portés par la croissance démographique du baby-boom, puis les trois décennies pendant lesquelles nous avons financé la croissance par de la dette, nous entrerions dans une phase « cheveux gris et croissance molle ».

Nous y sommes aujourd'hui. Il n'y a plus de ressort interne de la demande.

Nous arrêtons pourtant de vivre au-dessus de nos moyens, non ?

↳ On ne peut même pas dire cela : en 2014, si nous avons eu un déficit public supérieur à 4 % du PIB tandis que la croissance était de 0,4 % du PIB, c'est un peu comme si la richesse empruntée avait été dix fois plus élevée que la richesse nouvelle créée ! Notre dernier budget à l'équilibre date de 1980, époque où la dette ne représentait que 20 % du PIB : depuis, nous n'avons cessé de vivre au-dessus de nos moyens en prenant dans les poches des générations futures. Ceux qui n'ont pas d'enfant s'en moquent, mais les autres devraient protester !

Vous ne croyez pas aux emplois aidés ?

↳ Les contrats aidés sont une catastrophe pour les dépenses publiques, mais tout autant pour les intéressés : lorsqu'on met un jeune en contrat aidé dans une collectivité territoriale, on ne développe guère son employabilité, en tout cas beaucoup moins que dans un

job privé. A moins qu'ils ne passent des concours administratifs sur mesure... Et que l'on n'augmente le nombre de fonctionnaires.

Sur le déficit, souhaitez-vous que Bruxelles rappelle la France à l'ordre ?

↳ Bruxelles ne nous sanctionnera pas. Ils craignent trop que cela ne renforce le Front national et le rejet de l'Europe. Sans la France, l'Europe explose. Et nous ne nous privons pas de jouer sur ce registre. Nous sommes un peu comme l'enfant que l'on fait passer en classe supérieure, bien qu'il n'en ait pas le niveau, parce qu'il menace de brûler la classe !

Que faudrait-il pour que l'emploi reprenne ?

↳ Il y a trois leviers pour l'emploi : la croissance par la démographie et/ou l'innovation, une baisse du coût du travail et l'incitation à travailler. Pour les activer, il faut cesser de noyer le moteur par la dépense publique excessive. La mère de toutes les réformes consiste donc à réduire enfin les dépenses publiques. Elles représentent 57 % du



ANTICONFORMISTE Michel Godet se sent « à l'extrême gauche du centre droit ».

PIB, 7 points de plus que la moyenne européenne ! Et qu'on ne me dise pas qu'il est impossible de mener cette réforme : en 1980, la France était à 46 %, quand l'Allemagne était à 55 %. Aujourd'hui, c'est le contraire, nous sommes à 57 % et l'Allemagne est tombée à 45 %... Le mal est en nous, mais les solutions aussi, c'est la bonne nouvelle.

Concrètement, comment faire ?

↳ Bien sûr, il est difficile de réduire les dépenses sociales (32 % du PIB) quand les populations souffrent. La seule solution, c'est de diminuer le nombre de fonctionnaires. Ce qui ne veut pas dire dégrader le service public : il ne faut pas confondre service public et statut des agents qui le rendent.

Réduire les dépenses publiques commencera donc, à court terme, par pénaliser l'emploi...

↳ Si les dépenses publiques créaient de la croissance, donc de l'emploi, avec nos 57 % de dépenses publiques, nous

devrions avoir beaucoup moins de chômeurs que les autres ! Or c'est exactement l'inverse qui se produit. Là encore, regardez le Royaume-Uni, qui affichera 3 % de croissance cette année après avoir fait les réformes qui s'imposaient.

Le Royaume-Uni vient d'ailleurs de nous reprendre la place de 5^e puissance mondiale.

↳ Et pour cause ! D'abord, leur démographie est dynamique, et très comparable à la nôtre : deux enfants par femme. Et puis, surtout, les Britanniques ont procédé aux réformes nécessaires. La croissance ne repartira pas tant que nous en ferons l'économie. Et nous continuerons à perdre des places dans la hiérarchie mondiale. Savez-vous que, si l'on examine non pas le PIB global, mais le PIB par habitant, nous ne cessons de reculer depuis 1980 ? Alors que nous étions loin devant le Royaume-Uni, et à égalité avec l'Allemagne, nous sommes aujourd'hui derrière eux ! Ce n'est pas en ramant moins que l'on avance plus vite.

Quelle serait, selon vous, la réforme la plus urgente ?

↳ Faire une comparaison systématique et détaillée des performances public-privé dans tous les domaines où les deux coexistent aujourd'hui, en France ou à l'étranger. Ainsi, une place en crèche privée coûte deux fois moins cher que dans le public en raison de l'absentéisme. Dans les collectivités territoriales, l'absentéisme moyen est de 26 jours par an aujourd'hui, contre 21 en 2001. Soit le double de ce que l'on constate dans le privé.

Et la réforme la plus facile à faire ?

↳ Justement ! Réinstaurer le délai de carence [NDLR : première journée non payée en cas de congé maladie] qui a été lâchement abrogé par le gouvernement actuel. L'absentéisme avait diminué lorsque cette mesure avait été instaurée, il a réaugmenté depuis. Une aberration.

Quelle serait la réforme la plus dérangeante ?



F. LENOIR/REUTERS

DÉFICIT Bruxelles n'ose pas rappeler la France à l'ordre. Ici, Pierre Moscovici, le commissaire européen aux Affaires économiques et financières.

« Il faut réussir l'immigration en fonction des besoins du marché et veiller à son intégration »

Instaurer une véritable transparence des ressources syndicales. Publier le rapport Perruchot, qui ne l'a pas été parce qu'il dit la vérité. Il montre que les syndicats, y compris patronaux, piochent dans les fonds des organismes paritaires ! Quant aux syndicats de salariés, ils vivent très bien sans syndiqués, c'est tout le problème ! Il faut généraliser le chèque syndical – voyez cette réussite chez Axa, où il est en place depuis vingt ans – et supprimer la gestion paritaire des organismes sociaux. Il n'existera pas de vrai dialogue social en France tant que les syndicats ne seront pas représentatifs des salariés.

... Et la plus courageuse ?

↳ Supprimer l'ISF – une exception française – et le remplacer par une avance sur droits de mutation, comme le suggérait Dominique Strauss-Kahn. Cet impôt est confiscatoire : certains « petits riches » paient jusqu'à 110 % des revenus de leur capital, comme l'a montré l'institut d'étude économique Coe-Rexecode, alors qu'en Europe cela

ne dépasse pas 30 % ! En effet, 1 000 euros placés à 2 % rapportent 20 euros par an, imposés à 45 % comme les revenus du travail. Il reste 11 euros, desquels il faut retirer la CSG-CRDS, soit 3 euros, reste 8 euros. Compte tenu des tranches d'ISF (celle à 1 % commence à 2,4 millions d'euros, le prix d'un bel appartement parisien), il paiera 10 euros d'ISF. Ce qui aboutit à une perte de 2 euros sur les 20 euros de revenu ! On ne se demande pas pourquoi ils partent. Un pays qui fait fuir ses riches s'appauvrit, inexorablement.

La France fait aussi fuir ses jeunes...

↳ Ceux qui sont diplômés et vont travailler à l'étranger sont plutôt chanceux. Ce sont les autres qui m'inquiètent, les jeunes qui sortent du système scolaire ou universitaire sans qualification. Tous nos voisins ont trouvé la solution : l'apprentissage. En Suisse, où les études sont moins longues, 1 jeune de 15-19 ans sur 2 travaille déjà en alternance, pour moins de 10 % en France. Et, dans cer-

tains cas, il gagne davantage que la plupart de nos jeunes surdiplômés ! Tous les gouvernements, depuis vingt ans, en font une priorité verbale, mais aucun n'a réussi à l'instaurer vraiment. Pis, depuis deux ans, le nombre de jeunes en apprentissage (formation initiale) ne cesse de baisser ! Les pays où le chômage est faible sont ceux où les 15-19 ans travaillent tôt, et où les plus de 55 ans ne sont pas exclus du marché du travail. Le temps partiel y est aussi plus développé. Résultat, si le nombre d'heures de travail par actif occupé est inférieur ou égal à ce qu'il est en France, le nombre moyen d'heures de travail par habitant y est bien supérieur ! Cette productivité individuelle record, dont nous sommes si fiers, est un indice d'exclusion... Pourtant, la richesse d'un pays vient moins de la puissance des rameurs que de leur nombre.

Vous êtes partisan d'une immigration qualitative...

↳ L'Europe va manquer de dizaines de millions de bras et de cerveaux. Il faut réussir cette immigration en fonction des besoins du marché du travail et veiller à son intégration : quand il y a trop de sable, le ciment ne prend pas. Nous allons devoir affronter ...



APPRENTISSAGE Moins de 10 % des jeunes de 15-19 ans travaillent en alternance.



T. THOREL/CITIZENIDE/AFP

« La France d'en haut va mal, mais celle d'en bas, qui entreprend et innove, va mieux »

prochainement – 2050, c'est demain, comme 1980 hier – ce que j'appelle la « tectonique démographique ». L'Afrique va passer de 1,1 milliard d'habitants à 2,4 milliards. Si seulement 5 % de cette population supplémentaire venait en France, l'Hexagone aurait 65 millions d'habitants de plus. La France ne va pas se dépeupler, elle va se colorer.

Et quelles conclusions en tirez-vous ? Qu'il faudra beaucoup, beaucoup d'autres pactes de responsabilité ?

↳ Il aurait mieux valu augmenter la TVA de 3 points comme l'avait fait l'Allemagne. Ce pacte est une usine à gaz. Beaucoup de petites entreprises n'y ont pas recours, car elles craignent d'avoir ensuite un contrôle fiscal, synonyme de tracas et de perte de temps.

Comment faites-vous pour rester optimiste avec tous ces constats peu réjouissants ?

↳ La France d'en haut va mal, mais celle d'en bas, qui entreprend et innove, va mieux. Il faut donc sortir de la France

jacobine qui impose d'en haut des mesures inefficaces. Il faudrait plutôt s'inspirer des initiatives réussies dans la France des territoires et organiser la contagion des bonnes pratiques. Prenez Vitry, en Bretagne. Cette ville affiche un taux de chômage de 5,2 %. Pourtant, elle a perdu 1 000 emplois avec la fermeture de Mitsubishi, en 2003. Mais Pierre Méhaignerie avait pour lui le temps long et il a pris de bonnes décisions : des taxes les plus faibles possibles, un contexte *business friendly* (1)...

A qui profite ce crime du « chômage d'abondance », que vous ne cessez de dénoncer ?

↳ Aux acteurs dominants du jeu social, à cette nomenclatura qui ne fera pas d'elle-même sa nuit du 4 août pour supprimer ses propres privilèges... Autant dire que je suis pour la suppression de l'ENA et de tous ces grands corps. J'aimerais qu'on choisisse les responsables pour leur compétence réelle et prouvée sur le terrain. Bref, qu'on cesse de prendre dans les cabinets de jeunes surdiplômés qui se parachutent ensuite

dans les grandes entreprises. C'est formateur pour eux, mais ruineux pour la société. On se souvient de Dexia... Ce n'est pas parce que vous êtes une tête d'œuf à 18 ans que vous êtes capable de manager des hommes et des entreprises en situation de crise.

Vous êtes souvent classé à droite, et cela vous irrite...

↳ J'ai horreur d'être mis dans une case du prêt-à-penser. Je me sens à l'extrême gauche du centre droit, et donc très proche des sociaux-démocrates. Alain Madelin m'a dit un jour : « Tu es un socialiste qui s'ignore. » Et Rocard, qui a préfacé ma *France des bonnes nouvelles*, m'a reconnu comme rocardien. Libéral parce que social, je pense qu'il faut se battre pour la création de richesses avant de se disputer sur le partage. En fait, je me reconnais dans la devise de l'ordolibéralisme : autant de marché que possible, autant d'Etat que nécessaire. Car le marché, efficace dans la plupart des domaines, est aveugle au long terme, pour tout ce qui concerne l'éducation, la santé, l'écologie... Et je fais volontiers mienne la fameuse formule de Lionel Jospin « oui à l'économie de marché, non à la société de marché » ! ●

(1) Pour en savoir plus : www.lapropective.fr



MOBILITÉ, FORMATION

Par **Isabelle Hennebelle**

Pourtant, les Français

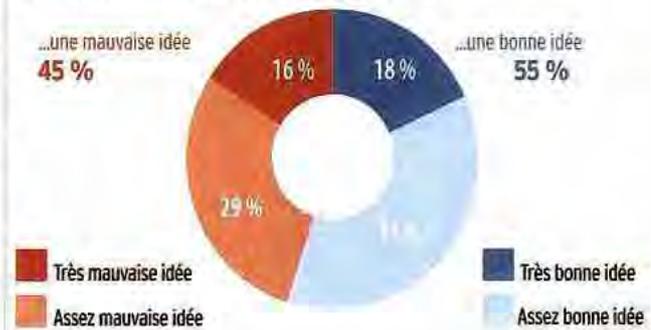
Contrat unique, alternance, création d'entreprise... Piloter son évolution professionnelle demande de cultiver l'ouverture et d'affronter sa peur de l'avenir. En dépit des incertitudes, l'opinion progresse dans cette direction, comme le montrent les résultats d'une enquête de TNS Sofres, en exclusivité pour L'Express.

Une tension entre désir de changement et peur du déclassement : c'est ce que ressentent les Français face au monde du travail. « Ils sont tiraillés entre leur souhait d'évolution et leur angoisse du chômage », constate Emmanuel Rivière, directeur de l'équipe Stratégies d'opinion à TNS Sofres. L'institut de sondages met en lumière cette ambivalence de la société dans une enquête réalisée en exclusivité pour le Salon du travail et de la mobilité professionnelle de L'Express. Du 2 au 7 janvier 2015, 1000 actifs représentatifs de la population ont répondu à une série de questions sur la fusion du contrat à durée déterminée (CDD) et du contrat à durée indéterminée (CDI) en un contrat de travail unique, la formation professionnelle et l'alternance, la mobilité professionnelle et, enfin, la création d'entreprise. Revue de détails.

FUSION DU CDD ET DU CDI Avec beaucoup d'hésitations

La flexisécurité fait débat, c'est un euphémisme. La fusion du CDD et du CDI en un contrat de travail unique est une bonne idée selon 55 % des interrogés, mais donc une mauvaise selon 45 %. En dépit de ce clivage marqué, peut-il devenir acceptable aux yeux de tous ? « Oui, à condition que la période de chômage entre deux contrats ne soit que passagère ou que ce ne soit pas un

Fondre le CDD et le CDI en un contrat de travail unique est...



Que faudrait-il faire en priorité pour rendre acceptable la fusion du CDD et du CDI en un contrat de travail unique ?





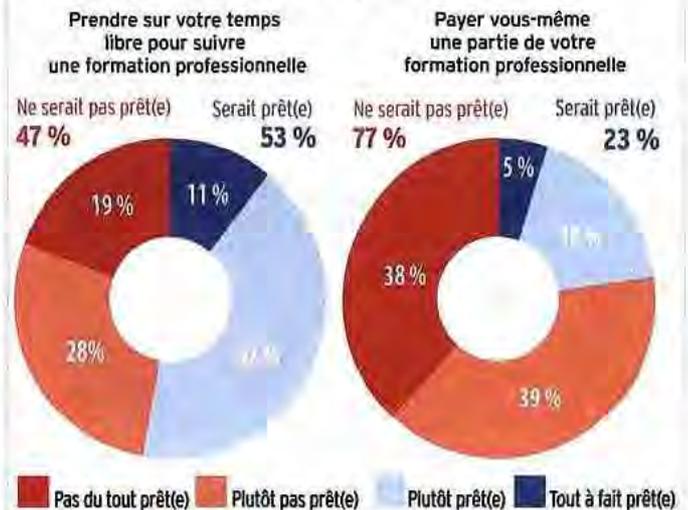
sont prêts à innover..

prétexte pour licencier. Car les Français savent que, s'ils perdent leur emploi, ils auront toutes les peines du monde à se remettre en selle», synthétise Emmanuel Rivière. Certaines conditions sont plébiscitées : pour 47 % des personnes interrogées, le nouveau contrat doit être aussi protecteur que l'actuel CDI à partir d'une certaine ancienneté. Pour 33 %, il est impératif que les abus soient punis. Trois autres conditions sont requises : il faut garantir un bon accès aux prêts bancaires ou au logement aux collaborateurs concernés (20 %) ; les branches professionnelles doivent s'engager à créer plus d'emplois (19 %) ; un bonus-malus sur les cotisations chômage doit inciter les entreprises à conserver leurs salariés (19 %). « Les Français croient peu aux promesses de filets de sécurité entre deux contrats, relève Emmanuel Rivière. Pour preuve, seulement 16 % pensent qu'il est possible de mettre en place des périodes de chômage mieux accompagnées via des formations et de l'aide. » De même, seuls 15 % se prononcent en faveur de l'assouplissement des procédures d'embauche et de licenciement pour les employeurs. Enfin, preuve que les Français ont intégré le principe de réalité, ils ne sont que 10 % à demander que les périodes de chômage soient mieux indemnisées.

FORMATION PROFESSIONNELLE Un bel enthousiasme

L'intérêt des Français pour la formation est réel : 53 % seraient d'accord pour se former sur leur temps libre. Ce constat est particulièrement vrai pour ceux qui sont prêts à créer leur entreprise, les indépendants, les 16-29 ans et les personnes en CDD. Pour autant, seulement 23 % se déclarent d'accord pour payer de leur poche. Est-ce parce que les Français jugent la formation initiale et l'école incapables de préparer au marché du travail ? Toujours est-il que, sur le point plus spécifique de l'alternance, les Français manifestent un bel enthousiasme : 89 % estiment

Compte tenu de votre situation professionnelle et personnelle, pensez-vous que vous seriez prêt(e), dans les années qui viennent, à...



Selon vous, que faudrait-il faire en priorité pour développer l'apprentissage en France ?





qu'il s'agit d'une bonne idée. Ceux qui ont déjà recruté ou encadré un apprenti sont encore plus positifs. « Même si, dans les faits, il est probable qu'une partie d'entre eux verraient d'un mauvais œil que leur propre enfant démarre sa carrière en alternance », tempère Emmanuel Rivière. L'apprentissage doit encore améliorer son image et sa réputation, estiment 34 % des répondants. La politique de la carotte est une piste.

Des primes pour inciter à recruter en apprentissage

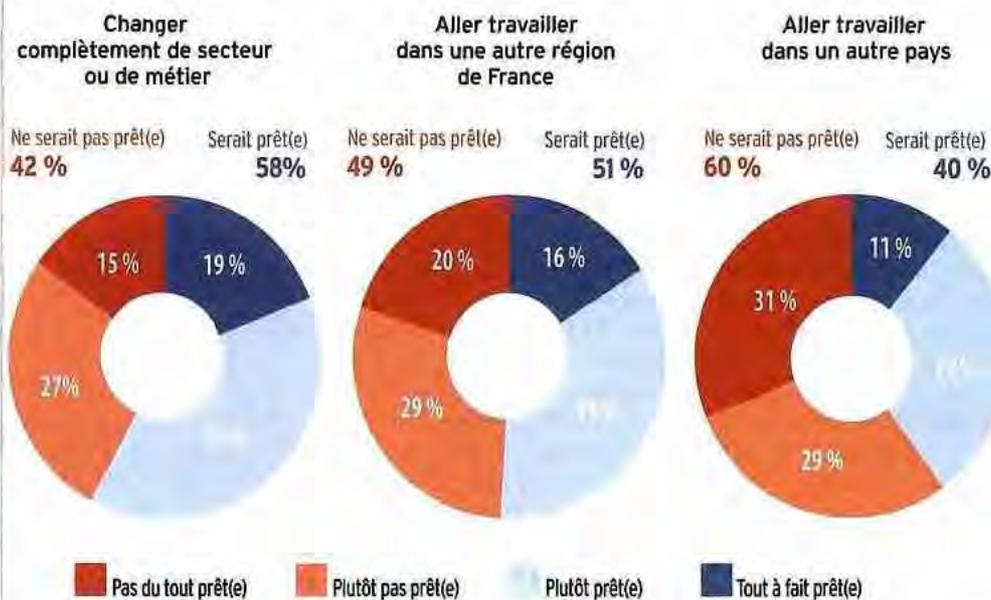
Ainsi, 24 % pensent que l'apprentissage gagnerait à bénéficier de mécanismes incitatifs comme l'assouplissement des contraintes administratives, de sécurité et d'horaire des contrats d'apprentissage. 23 % pensent qu'il serait utile d'accorder des primes ou de taxer plus lourdement les entreprises en fonction du nombre de jeunes recrutés en apprentissage. 23 % jugent utile de subventionner davantage l'apprentissage dans les filières d'avenir ou offrant de bons débouchés professionnels. La politique du bâton semble moins convaincre, en revanche. En effet, seulement 18 % estiment qu'il faut contraindre les entreprises à recourir davantage à l'apprentissage, et le rendre obligatoire dans certaines filières. Enfin, visiblement conscients des problèmes de finances publiques actuels, seulement 12 % jugent qu'il faut augmenter les budgets consacrés par l'Etat et les régions à l'apprentissage, et 11 % créer plus de places dans les centres de formation des apprentis.

MOBILITÉ PROFESSIONNELLE

Oui au changement

Les Français peu ouverts à la mobilité ? « Une idée reçue ! » lance Emmanuel Rivière. 6 actifs sur 10 se disent prêts à changer de secteur et la moitié à changer de région. Conscients des difficultés du marché du travail, ils ont intégré qu'il fallait faire preuve d'agilité et de fluidité, alors qu'encore récemment préserver son statut et les avantages acquis était leur préoccupation principale. Plongés dans la crise économique, ils savent qu'il faut accepter des sacrifices et se battre

Compte tenu de votre situation professionnelle et personnelle, pensez-vous que vous seriez prêt(e), dans les années qui viennent, à...



Quelles seraient les conditions pour que quelqu'un comme vous se décide à changer complètement de métier ou de secteur ?

Afin d'encourager les actifs à changer complètement de métier ou de secteur, il faudrait...





avec toutes sortes de problèmes liés aux questions de mobilité : difficulté à vendre son logement avant le départ, à retrouver un job pour le conjoint... Les Français apparaissent également ouverts aux nouvelles façons de fonctionner, comme le télétravail. Les chiffres illustrent ces tendances : 58 % se disent prêts à changer complètement de secteur et de métier ; 51 % à partir s'installer dans une autre région de France ; 40 % à s'expatrier. « En clair, ils sont innovants... mais pas n'importe comment ! » souligne l'expert.

Compenser les risques avec des garanties

Pour 41 % des sondés, le nouveau métier doit correspondre à leurs valeurs et à leurs centres d'intérêt, et leur apporter un véritable épanouissement professionnel. Ils se différencient sur ce point des Anglo-Saxons, qui privilégient dans l'ensemble la dimension contractuelle et fonctionnelle. Les Français veulent compenser les risques inhérents à la mobilité par des garanties qui les sécurisent : 39 % veulent pouvoir bénéficier de revenus au moins égaux aux revenus actuels ; pour 31 %, ce nouveau secteur doit aussi être porteur et garantir des emplois durables ; 23 % disent vouloir être assurés que leur expérience professionnelle antérieure pourra être valorisée dans leur nouvelle carrière, 20 % qu'ils pourront bénéficier d'une formation pour acquérir les compétences nécessaires, et 15 % que cela n'aura pas de conséquences sur le montant de leur retraite.

CRÉATION D'ENTREPRISE A certaines conditions

Délocalisations, fermetures d'usines pourtant profitables, licenciement de bons éléments... ces pratiques jugées injustes grignotent peu à peu l'image glamour des grands groupes. « La création d'entreprise apparaît dès lors comme une façon de reprendre les rênes de son destin et de s'affirmer », souligne Emmanuel Rivière. 37 % des actifs salariés ou chômeurs ont déclaré qu'ils seraient prêts à s'installer à leur compte. « La moitié d'entre eux ont entre 16 et 29 ans, ce qui montre bien que tous les jeunes ne veulent pas travailler dans la fonction publique, contrairement à une idée répandue », poursuit l'expert. Pour autant, pas d'illusion ni de naïveté : quel que soit leur âge, les personnes interrogées sont d'accord pour entreprendre, mais à certaines conditions.

En premier lieu, elles veulent bénéficier d'une certaine

sécurité. 39 % des salariés et des chômeurs souhaitent pouvoir retrouver leur poste si leur entreprise ne rencontrait pas le succès escompté. Redoutant de s'exposer à des conséquences graves en cas d'échec, 34 % réclament un droit à l'erreur. D'autres demandent un coup de main, qu'il s'agisse d'allègements fiscaux et sociaux, d'aides financières aux créateurs d'entreprises (28 %) ou d'appuis dans les démarches administratives (20 %).

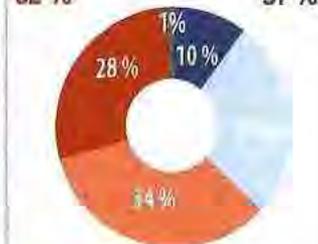
Pas de conséquences sur le montant de la retraite

Ils sont 16 % (les 50 ans et plus et les sympathisants de gauche, en particulier) à vouloir être sûrs que créer leur boîte ne fera pas chuter le montant de leur pension. Enfin, un peu moins nombreux, certains veulent bénéficier d'un temps partiel pour création d'entreprise (15 %) ou rejoindre une pépinière d'en-

Aux salariés et chômeurs : Compte tenu de votre situation professionnelle et personnelle, pensez-vous que vous seriez prêt(e), dans les années qui viennent, à...

Créer votre propre entreprise, vous mettre à votre compte

Ne serait pas prêt(e) 62 % Serait prêt(e) 37 %



■ Pas du tout prêt(e)
 ■ Plutôt pas prêt(e)
 ■ Tout à fait prêt(e)
 ■ Plutôt prêt(e)
 ■ Pas de réponse

treprises (13 %) leur permettant d'être accompagnés et de partager les locaux et les services communs avec d'autres créateurs. ● I. H.

Que faudrait-il faire en priorité pour encourager quelqu'un comme vous à créer sa propre entreprise ?

Pour encourager les actifs à créer leur propre entreprise, il faudrait...

